

LA STRATÉGIE AMÉRICAINE DE DOMINATION ÉCONOMIQUE

Eric Denécé¹

A la suite de la disparition de l'Union soviétique, les Etats-Unis demeurent le seul acteur du système international à disposer d'une vision globale de ses intérêts et à mettre en œuvre une stratégie planétaire pour les promouvoir. Leur prééminence mondiale est aujourd'hui indiscutable, d'autant qu'elle n'est pas exclusivement militaire, mais aussi économique, culturelle et technologique. Une telle situation est le résultat des efforts prospectifs conduits par Washington dès le début des années 1980. Les Américains ont su réévaluer leur rôle international, se fixer de nouveaux objectifs dans le monde de l'après Guerre froide, allant jusqu'à modeler celui-ci à leur avantage. Le seul fait que notre système mondial soit dominé par un seul Etat, réunissant entre ses mains l'ensemble des attributs de la puissance, est une donnée inédite qui accroît encore l'originalité de la nouvelle situation mondiale. D'autant que la perte d'un adversaire à sa mesure tend parfois à faire perdre le sens des réalités à Washington qui, désormais, agit de façon unilatérale quelles que soient les apparences diplomatiques que revêtent ses actions. Pour ces raisons, il est indispensable de comprendre le raisonnement américain de cette fin de XXe siècle et d'en observer les manifestations.

La réévaluation du rôle des Etats-Unis dans le nouveau système international

Depuis ses origines, la politique étrangère des Etats-Unis a été marquée par la succession de conceptions déterminées par sa perception du monde et l'évolution de ses intérêts. Ces remises en question régulières sont intervenues chaque fois qu'un événement majeur se produisait et qu'il révélait l'inadéquation de la politique étrangère américaine face aux impératifs de sa sécurité nationale. Cela a été le cas avec la disparition de l'URSS. L'implosion de l'Union soviétique a amené les Etats-Unis à réévaluer leur place dans le monde, à penser de nouveau leur politique extérieure, laquelle ne peut plus être formulée, comme elle l'était depuis Pearl Harbor, qu'en réponse à une menace posée par un ennemi idéologique.

Les Américains se sont en premier lieu interrogés sur les conséquences de leur

¹ Ancien analyste du renseignement, docteur en science politique, directeur du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R).

victoire et sur ce qu'allait être le nouveau système international. Ils en ont déduit que le communisme n'avait pu résister à la diffusion de leur modèle de démocratie et d'économie, ce qui les a convaincus du bien-fondé et de la supériorité de leurs valeurs. Puisque l'histoire leur a donné raison sans qu'ils aient cherché à être dominateurs, ils ont décidé d'étendre leur modèle au monde entier pour le bien de l'Humanité et le bénéfice des Etats-Unis.

Les fondements du messianisme américain

Les Etats-Unis se considèrent actuellement comme responsables du destin de l'Humanité et donnent libre cours à leur penchant dominateur. Leur objectif est la promotion de la démocratie de marché et l'exportation du système libéral. Les Américains ne recherchent pas la domination en soi, mais l'imposition de leur modèle pour le bien du plus grand nombre. Leur attitude repose sur la conviction que la primauté accordée à la recherche du profit peut assurer un enrichissement planétaire, permettant d'éradiquer la pauvreté et d'accéder à un bien-être universel générateur de bonheur et de paix. Les Etats-Unis sont aujourd'hui convaincus que l'avenir du système international passe par l'établissement d'une culture démocratique globale dont ils incarnent, seuls, l'exemple. Bien entendu, ils s'arrogent le droit de conduire cette évolution bénéfique de la vie du monde.

Les Américains considèrent leur pays comme "l'empire du bien", comme l'unique Etat dévoué aux notions universelles de liberté et de justice, ce qui lui donne, à leurs yeux, des responsabilités mondiales. Cela transparaît dans les nombreuses publications qui ont accompagné la chute de l'URSS et la réévaluation du rôle de l'Amérique.

"Les Américains ne doivent pas nier que de toutes les nations du monde, c'est la leur qui est la plus juste, la plus tolérante, la plus désireuse de se remettre en question et de s'améliorer en permanence, et le meilleur modèle pour l'avenir".

"L'Amérique est devenue la seule nation indispensable (...). La plus grande démocratie du monde doit prendre la tête des démocraties (...) de sorte à poursuivre la mission éternelle de l'Amérique".

Ce messianisme américain n'a toutefois rien de naïf et charité bien ordonnée commence par soi-même. N'oublions jamais que *"the business of America is business"*. Puisque l'histoire leur a donné raison, les Etats-Unis entendent aujourd'hui obtenir partout où cela est possible la première place. Ils ne sont pas lancés dans une croisade pour la démocratie, mais dans un engagement pragmatique visant à soutenir des démocraties de marché là où les intérêts stratégiques américains sont en jeu. Les Etats-Unis peuvent vivre avec des démocraties sociales de type européen, mais ils doivent essayer d'en déterminer l'évolution. Pragmatique, l'attitude américaine consiste à combiner intérêts et idéaux. *"Nous devons continuer à façonner un système économique global qui travaille pour l'Amérique"*. Cette approche géoéconomique a pour but de servir *"les intérêts de l'Amérique, c'est-à-dire à court terme le maintien de son statut de superpuissance planétaire et, à long terme, l'évolution vers une coopération mondiale institutionnalisée (...). Les trois grands impératifs stratégiques se résumeraient ainsi : éviter les collusions entre vassaux et les maintenir dans l'état de dépendance que justifie leur sécurité ; cultiver la docilité des sujets protégés ; empêcher les barbares de former des alliances offensives"*.

Ainsi, le partenariat n'est nullement à l'ordre du jour pour les Etats-Unis. Dans les Balkans, au Moyen-Orient ou ailleurs, c'est Washington, seul, qui détermine la politique

qu'il convient de conduire. Toutefois, la Maison-Blanche ne compte pas seulement sur la force militaire pour imposer cette supériorité. L'objectif américain n'est pas le règne mais la prospérité, convaincus qu'ils sont que de la prospérité vient le règne. Leur stratégie repose sur une compétition économique aussi tendue et intense que tolérable. Reste à savoir où se situe le seuil de tolérance pour les uns et pour les autres. Car, en économie comme en politique internationale, les Etats-Unis ne sont nullement partisans de l'établissement d'un partage pacifique du monde : ils veulent être les maîtres absolus des marchés.

D'ailleurs la logique de l'administration américaine est la création de valeur : elle regarde le monde comme un marché et le PNB des Etats-Unis comme un chiffre d'affaires qui doit toujours être en hausse. Dès lors, il est logique que gouvernement et entreprises se rejoignent afin de concevoir une stratégie leur permettant de gagner toujours plus de parts de marchés et d'en écarter tout concurrent. Les Etats-Unis sont déterminés à se mobiliser pour gagner la compétition économique comme la déclarait Warren Christopher : *"nous devons mettre autant d'énergie à conquérir les marchés que nous avons dépensé pour gagner la Guerre froide"*. L'expansion américaine au-delà des mers se fonde sur l'emploi de moyens militaires et technologiques, économiques et culturels, d'un genre nouveau, combinant assistance militaire, prestige technologique, *fast-food*, *soft-drinks* et cinéma dans la conquête des marchés, des coeurs et des esprits.

Les intérêts américains peuvent aller jusqu'à nouer des liens d'amitié avec des Etats non démocratiques, voire même à les défendre, pour des raisons de bénéfice mutuel. L'Amérique a une conscience aiguë de ses intérêts propres et sait assurer sa cohésion lorsqu'il s'agit de les promouvoir ; elle souhaite la liberté et l'indépendance pour tous, mais elle n'en est le champion et le justicier que pour elle-même ; et dans un élan confondant de naïveté et de candeur, elle se demande pourquoi d'autres la taxent d'impérialisme.

La nouvelle stratégie américaine et ses modalités

Les Etats-Unis ont conçu une nouvelle stratégie qui s'organise autour de trois axes : militaire, économique et culturel. Ceux-ci sont en interrelation constante au sein d'un ensemble que les Américains appellent aujourd'hui la "stratégie nationale de sécurité". Ces trois composantes correspondent à ce que certains considèrent comme les trois articulations modernes de la puissance, à travers les modes de production, les modes de destruction et les modes de communication. Les Etats-Unis mettent ainsi en oeuvre les différents leviers de la puissance pour asseoir leur position dominante.

La puissance militaire

La puissance militaire conserve aux yeux des Etats-Unis un rôle privilégié, car il leur revient, en définitive, de garantir l'ordre international. L'Europe et le Japon doivent être empêchés de porter ombrage à la domination américaine, et l'OTAN, véhicule des intérêts américains en Europe, doit rester le premier garant de la sécurité sur le vieux continent. Une extension du rôle de l'organisation hors de son théâtre habituel ne peut que servir les intérêts de Washington dans la mesure où cela permet aux Américains de contrôler les opérations entreprises, afin qu'elles ne se fassent pas sans eux ou contre leurs intérêts ; au

demeurant, cela donne au monde l'illusion d'une action multilatérale, légitimant la prééminence américaine.

La stratégie économique

Jusqu'à la fin des années 1980, le dispositif américain s'est caractérisé, malgré sa puissance, par un déficit d'efficacité collective, illustré notamment par la faiblesse des synergies entre l'Etat et les entreprises. Longtemps, les entreprises américaines se sont livrées une concurrence acharnée sur leur propre marché intérieur, ce qui a engendré deux conséquences majeures :

- bien que les Etats-Unis fussent le premier marché mondial de l'information, celui-ci était animé par des objectifs de rentabilité économique à court terme ;
- cela a entraîné une cécité stratégique vis-à-vis de la concurrence externe, notamment asiatique (Japon et "tigres").

En réaction ont eu lieu, au début des années 1990, des réflexions sur la perte de compétitivité de l'économie américaine observée durant la décennie 1980. Puis, les questions économiques se sont affirmées au premier rang des préoccupations américaines de sécurité de l'après Guerre froide. L'Administration Bush a été la première à entamer le débat sur la "guerre économique" en jetant les bases d'une politique de sécurité économique du temps de paix qui a provoqué une réorientation majeure de l'action extérieure des Etats-Unis. La tendance n'a fait que s'accroître sous l'Administration Clinton qui a fait de la sécurité économique le premier objectif de sa politique étrangère et de la prospérité l'objectif central de la stratégie américaine de sécurité. Au cours de ces dernières années, le gouvernement américain n'a cessé de multiplier les interventions directes pour influencer sur le dénouement des négociations de grands contrats internationaux. Le département d'Etat s'est attaché à développer une "diplomatie pour une compétitivité globale" et a recyclé son personnel dans les questions économiques et commerciales.

Dans un article paru au début de la présidence de Bill Clinton, Edward Luttwak résumait de façon très claire ce qu'était le nouvel état d'esprit animant la politique économique de la nouvelle administration : *"dans la géoéconomie, la puissance de feu, c'est le capital ; la pénétration des marchés remplace les bases à l'étranger et les garnisons. Les équivalents des armes nucléaires (...) sont les politiques industrielles ou d'investissement"*. Le leadership des Etats-Unis passe avant tout par l'obtention de succès économiques. Désormais, la sécurité américaine ne sera plus perçue comme l'émanation de la seule sécurité militaire ; la prospérité économique des Etats-Unis, la volonté de maîtriser seuls les programmes clés du XXI^e siècle (télécommunications, aéronautique, spatial, médecine de pointe, etc.) sont devenus les premiers objectifs d'une stratégie de sécurité globale à forte dominante économique.

Cette recherche de la suprématie économique se remarque particulièrement à travers deux champs d'application déterminants : la domination par les technologies de pointe et la conquête des marchés émergents.

La domination par les technologies de pointes

Les Etats-Unis sont le premier pôle de développement des technologies émergentes, en raison de l'excellence de leur potentiel de formation supérieure, des moyens que

peuvent mobiliser leurs industriels et grâce aux ressources financières dont disposent les programmes technologiques du département de la Défense, de la NASA ou de la *National Science Foundation*.

Les Américains exploitent aujourd'hui leur position d'unique superpuissance maîtrisant l'ensemble des technologies de souveraineté les plus avancées pour renforcer leurs positions commerciales sur les marchés civils et militaires. L'Administration américaine considère que les industries de haute technologie - même si elles doivent théoriquement obéir aux lois du marché - sont des industries "stratégiques" qui garantissent, sur le plan économique, une base industrielle et technologique innovante, favorisant le dynamisme de l'économie américaine (exportations, croissance, emploi, revenus), tout en contribuant activement à la sécurité nationale. Le gouvernement Clinton encourage donc l'osmose entre les domaines civil et militaire, ayant compris qu'à l'avenir, de nombreuses technologies à dominante civile généreront des applications militaires. Au cours de l'année 1996, près de 2 000 opérations de fusion ou d'acquisition d'entreprises se sont réalisées aux Etats-Unis, pour une valeur de 164,6 milliards de dollars, soit une croissance de 26% en volume et de presque 50% en valeur. L'objectif explicite de ces concentrations était de préserver le leadership américain sur l'ensemble du spectre des technologies de souveraineté.

La suprématie économique par la maîtrise des marchés émergents

La promotion des exportations apparaît également comme un des objectifs de la nouvelle politique commerciale américaine, volontariste et agressive. Les objectifs économiques de la stratégie nationale d'exportation américaine se doublent d'une définition rigoureuse des secteurs sur lesquels doit reposer la prospérité des Etats-Unis : 18 marchés émergents ont été sélectionnés - ils devraient représenter, vers 2010, des volumes d'affaires supérieurs à ceux de l'Europe occidentale - et 22 technologies de pointe ont été recensées pour le XXI^e siècle. La stratégie de Washington s'affiche ainsi clairement : verrouiller des créneaux technologiques et créer des zones réservées aux industries américaines, afin d'assurer la domination économique et stratégique des Etats-Unis au siècle prochain.

La stratégie culturelle

Il n'y a pas de stratégie culturelle définie en termes explicites par la Maison-Blanche, en dehors d'une volonté de faire progresser le modèle de civilisation américain dans le monde. D'une certaine manière, le culturel est intégré à l'économique. La dimension culturelle de la stratégie intégrale américaine apparaît cependant dans un secteur économique en pleine expansion, celui de l'information, et une stratégie transparaît derrière les puissants moyens mis à la disposition de l'*United States Information Service (USIS)*, les NTIC offrant à cet égard des possibilités remarquables.

Le contrôle de l'information

Le leadership américain dans la révolution de l'information a considérablement accru l'ouverture aux valeurs américaines. Les capacités qu'ont les Américains de communiquer directement avec les publics étrangers, littéralement par dessus la tête de leurs

gouvernants, ouvrent de grandes possibilités pour répandre la démocratie de marché à travers le monde. La diffusion de ces messages s'appuie sur la maîtrise des canaux de diffusion et de leur contenu, chacun aidant l'autre. On observe chaque jour davantage l'utilisation de ces capacités dans le cadre de la compétition économique : les grands thèmes en discussion dans les enceintes internationales sont presque toujours d'origine américaine (la transparence, la libéralisation mondiale des marchés, la déréglementation, le partenariat public/privé, etc.) ou présentés comme tels.

Les Etats-Unis ont ainsi acquis la capacité de générer puis de véhiculer des idées, des messages, des modèles de pensée et de comportement que le monde, convaincu, intègre. Ils disposent d'excellentes armes culturelles : le monde du spectacle et des médias, la langue anglaise, l'immigration, le tourisme, les universités, les systèmes d'information. Ils encouragent donc la diffusion des programmes télévisés américains, des films, de l'anglais, la venue de touristes et d'étudiants aux Etats-Unis. Les instruments de la puissance américaine sont autant CNN et Hollywood, Coca Cola, McDonald et Nike, la langue, les phénomènes culturels ou de mode de vie, que les porte-avions ou les missiles de croisière.

Certains vont encore plus loin : *"Il va de l'intérêt politique et économique des Etats-Unis de veiller à ce que si le monde adopte une langue commune, ce soit l'anglais ; que s'il s'oriente vers des normes communes en matière de télécommunications, de sécurité et de qualité, ces normes soient américaines ; que si les différentes parties sont reliées par la télévision, la radio et la musique, les programmes soient américains ; et que, si s'élaborent des valeurs communes, ce soient des valeurs dans lesquelles les Américains se reconnaissent"*. Cette maîtrise des canaux d'information et la diffusion volontariste de leurs valeurs débouche sur une véritable "normalisation" des goûts et des comportements. Pour caricaturer, on peut dire qu'un pays qui a adopté la langue anglaise, le droit anglo-saxon et le système universitaire américain, qui boit Coca Cola, mange McDonald et s'habille en Nike, regarde CNN et écoute le rock américain, est un pays quasi impossible à pénétrer pour la culture et les produits d'une autre nation.

L'efficacité générale du système américain relève d'une capacité d'échange de l'information ouverte ou fermée en temps réel entre une multitude d'acteurs et de décideurs, fédérés par des réseaux d'intérêts et de connivence. Traumatisée par les succès remportés par le Japon jusque dans les années 1980, l'Amérique a compris que dans la guerre de l'information, la victoire dépendrait de l'accélération et de la simplification des procédures de recueil, de mémorisation, d'analyse et de diffusion de l'information stratégique. Cette information stratégique est, avec l'enseignement et l'information, le véritable défi des prochaines années. Ainsi, s'est constituée une coalition à la fois informelle et opérationnelle où convergent des intérêts gouvernementaux, militaires et commerciaux, embrassant les industries de l'information, des médias et de l'informatique. La perception du monde qu'ont ces acteurs est résolument électronique et son champ de vision est une planète sous emprise américaine. Le moyen d'atteindre cet objectif est le contrôle le plus étroit possible du complexe information-médias parce qu'il confère le pouvoir culturel et le pouvoir tout court.

Les nouvelles pratiques concurrentielles américaines

Afin de remplir les objectifs définis par la nouvelle stratégie de sécurité économique,

de nouvelles pratiques ont été développées. Pour s'imposer sur les marchés mondiaux, un véritable dispositif de combat, combinant actions offensives (appui aux entreprises nationales, contrôle des organismes internationaux, pressions sur les gouvernements étrangers, échange d'information entre les acteurs nationaux) et répressives (législation sur les embargos et le terrorisme) a été mis en place.

Les actions offensives : conquérir

L'Administration Bush a été la première à entamer le débat sur la guerre économique en jetant les bases d'une politique de sécurité économique à travers différentes initiatives :

- réorientation des activités des agences de renseignement (CIA, NSA, FBI) ;
- création de l'*Information Security Oversight Office*, réunissant le Pentagone, le département de l'Energie et les agences de renseignement pour assurer la protection et la gestion de toutes les informations confidentielles dans les domaines technologiques et économiques ;
- élaboration du *National Industry Security Program*, afin de sensibiliser la communauté technologique et industrielle américaine à la défense de ses intérêts par le biais de programmes de coopération militaire avec l'étranger.

En prolongement de la politique initiée du temps de G. Bush, l'Administration Clinton s'est attachée à renforcer la cohésion et le poids de sa diplomatie commerciale. En premier lieu, un comité interministériel de promotion des exportations américaines (*Trade Promotion Coordinating Committee*), dirigé par le secrétaire d'Etat au commerce, Ron Brown, a été créé en 1992. En second lieu, en novembre 1993 a été mis en place un autre organisme de coordination interministérielle, le *National Science and Technology Council*, dont la finalité est notamment de réfléchir à des stratégies de soutien à la recherche technologique dans les secteurs où les Etats-Unis disposent d'opportunités d'exportation, en particulier en direction des marchés émergents. Enfin a été créé un Conseil économique national qui travaille en étroite relation avec le Conseil national de sécurité.

Cette politique commerciale conquérante s'articule autour de deux axes : la coordination et le renforcement du soutien aux exportations et la levée des entraves à la libre concurrence. Elle débouche, de plus en plus fréquemment, sur la mise en oeuvre de techniques offensives douteuses, voire illégales.

Le dispositif de renforcement du soutien aux exportations

Pour s'imposer sur les marchés mondiaux, les Américains ont constitué une redoutable machine de guerre, à travers le Conseil économique national, la stratégie nationale d'exportation, l'*Advocacy Center* et la *War Room*.

Placé au même niveau que le Conseil national de sécurité, le *National Economic Council (NEC)*, créé en 1992, a pour mission de conseiller le Président sur les questions se rapportant à la sécurité économique. Parallèlement, une stratégie nationale d'aide à l'exportation a été mise en place, le gouvernement fédéral faisant preuve d'un activisme marqué dès lors qu'il s'agit de promouvoir ses intérêts économiques dans le monde. Elle est réactualisée chaque année dans le but de maintenir la prééminence commerciale des Etats-Unis. Ses principes de base reposent sur une volonté de coordination accrue entre les besoins des entreprises et l'action de l'administration, mettant à disposition un réseau permanent d'accès à l'information. Depuis 1994, on assiste à une politique de promotion des exportations totalement intégrée. Ces mesures s'accompagnent d'un renforcement des

moyens mis à la disposition des agences participant au financement et à la garantie des opérations d'exportation ou d'investissement des entreprises américaines.

La coordination de cette stratégie est assurée au sein du département du Commerce par l'*Advocacy center*. Périodiquement, celui-ci est chargé d'identifier douze pays cibles en recensant, pour chacun d'eux, les vingt plus grands projets d'infrastructures d'un montant minimum de deux milliards de dollars. Une palette de moyens très diversifiés sont ainsi mis en oeuvre pour faire en sorte que les entreprises américaines signent des contrats : courriers de ministres, intervention du Président, invitation de décideurs étrangers, sans parler de l'action des services de renseignement.

L'*Advocacy Center* est un organisme chargé de veiller à la concertation des efforts entre les acteurs nationaux et de définir une stratégie commune dans l'approche des marchés extérieurs. Il regroupe les représentants de dix-neuf agences fédérales qui concourent au développement des exportations américaines. Il s'appuie sur un *Advocacy Network*, réseau de coordination des efforts et de promotion et de *lobbying* export. Celui-ci regroupe l'ensemble des agences gouvernementales intéressées par l'export qui sont chargées de fixer les projets prioritaires, de drainer l'information utile à la promotion et au soutien des opérations et de définir les modalités financières d'accompagnement des contrats. Le suivi de l'avancement des projets est assuré au sein de la *War Room*, dont le secrétariat est assurée par le *Trade Promotion Coordinating Committee*. C'est le véritable centre opérationnel de soutien gouvernemental aux exportations, placé, lui aussi, au sein du département du Commerce. La *War Room* assure, avec les industriels, la coordination des moyens du gouvernement qui sont susceptibles d'exercer une pression ou d'apporter un renseignement utile dans les négociations commerciales. La *War Room* a pour mission d'intervenir directement pour mobiliser les services de l'Etat, afin de faire aboutir les contrats au profit de firmes américaines.

De fait, un véritable partenariat a été institué entre les entreprises et l'administration fédérale américaine, la seconde oeuvrant au profit des premières. Cette stratégie d'exportation semble redoutablement efficace : à partir du travail des quarante personnes employées pour cette tâche au sein de la *War Room*, les actions enclenchées auraient permis la signature, entre 1993 et 1997, de 230 contrats importants, générant 350 000 emplois en trois ans et rapportant entre 40 et 200 milliards de dollars, selon les sources.

La guerre contre les entraves à la libre concurrence

Parallèlement à ces actions de coordination des offensives commerciales américaines, le département du Commerce a été chargé de répertorier les entraves qui pénalisent les entreprises américaines dans leur stratégie de conquête des marchés à l'exportation, afin d'y mettre un terme. Ainsi le gouvernement américain exerce-t-il de fortes pressions sur l'OCDE pour que les aides liées, d'un montant plus important dans les autres pays qu'aux Etats-Unis, soient interdites. Les objectifs américains, observés notamment à travers les négociations de l'OMC, sont de démanteler tous les droits de douanes, de bannir les subventions publiques et de supprimer les quotas qui protègent les industries nationales, afin de faciliter, partout dans le monde, le libre-échange des biens et des services.

En outre, alors que les barrières tarifaires ont été vivement combattues par les Etats-Unis comme une limite au libre-échange, ils axent également leurs efforts sur la levée des entraves à l'exportation qui résultent de procédures de normalisation distinctes des leurs. Ils font ainsi porter leurs efforts politiques et financiers sur les différents ensembles

économiques (APEC, ASEAN, MERCOSUR) pour que les pays membres adoptent des procédures de normalisation semblables à celles des Etats-Unis. Parallèlement, ils tentent de pénétrer utilement tous les organismes internationaux de crédit et exercent auprès de ceux-ci un activisme soutenu afin que les entreprises américaines bénéficient en priorité des aides internationales déliées.

Enfin, estimant que la corruption dans le cadre de grands contrats internationaux se révèle pénalisante pour ses intérêts commerciaux, et donc pour sa sécurité, le gouvernement américain fait pression sur les organisations internationales ou les gouvernements des pays alliés pour qu'ils adoptent des législations visant à criminaliser la corruption et prohiber la déductibilité fiscale des frais commerciaux exceptionnels (FCE). L'ONG *Transparency International* s'avère l'un des principaux relais de leurs thèses, si ce n'est leur opérateur attitré.

Le recours à des pratiques concurrentielles déloyales

La nouvelle stratégie américaine, à travers ses modes d'actions, a provoqué un lent glissement vers des pratiques concurrentielles douteuses, voire irrégulières. Celles-ci sont de multiples natures.

- Les plus fréquentes sont les pressions politiques en appui des contrats commerciaux. L'Administration américaine n'hésite pas à utiliser différents moyens d'influence, plus ou moins explicites et plus ou moins coercitifs, pour ouvrir certains marchés à ses entreprises ou pour aider celles-ci à obtenir certains contrats. L'Etat américain soutient plus ses entreprises que nul autre en usant sans vergogne de son poids et il a troublante franchise de le clamer : *"les Etats-Unis étant la première puissance économique du système commercial mondial, ils sont bien placés pour user de leur pouvoir de persuasion et de leur influence"*.

Il faut rappeler que, pendant la Guerre froide, la présence des forces armées américaines en Europe a été maintes fois utilisée comme moyen de pression économique et que le Japon fut soumis à des tracasseries semblables. Encore récemment en Abu Dhabi, des pressions américaines très fortes ont été exercées contre le cheikh Zaid bin Sultan, afin qu'il écarte le *Rafale* de Dassault aviation de la compétition pour quatre-vingt chasseurs de l'armée de l'air émiratie et que ses achats soient orientés exclusivement vers des fournisseurs américains, Washington se présentant comme le seul Etat capable d'assurer la protection des Emirats contre une agression extérieure.

- Washington ne recule pas non plus devant l'instrumentalisation des organismes de régulation internationaux. Les Etats-Unis se servent de l'OCDE et de l'OMC comme d'instruments de défense d'un libéralisme pur dont ils ne donnent pas eux-mêmes l'exemple. Le récent sommet de Seattle en a été l'une des illustrations. Les Américains ne voulant pas parvenir à un accord dont certains aspects nuisaient à leurs intérêts économiques, ils ont essayé de faire porter la responsabilité de l'échec à l'attitude européenne et ont su utiliser la présence locale des ONG anti-mondialisation pour orienter les débats de ce sommet sur des questions secondaires.

- L'entrisme dans les programmes de développement internationaux ou dans des opérations de secours humanitaire représente une autre modalité d'action au service de la stratégie d'exportation de Washington. L'organisme le plus présent dans le monde est l'*USAID (United States Agency for International Development)*, émanation du *National Security Council*. Il affiche sans complexe son souci de rentabilité nationale, comme en témoignent quelques extraits de sa présentation sur Internet :

"La faible portion du budget fédéral américain qui assiste les nations en voie de développement sert directement les meilleurs intérêts des Etats-Unis".

"Les activités de l'USAID débouchent sur des bénéfices économiques directs dans presque tous les Etats de l'Union" (suivent les exemples).

"Le principal bénéficiaire des programmes d'assistance américains à des pays étrangers a toujours été les Etats-Unis".

- On observe également, partout dans le monde, des opérations de rachat de secteurs stratégiques pour le contrôle de l'information économique. Celui des assurances en est un exemple concret : l'acquisition de nombreux courtiers et assureurs dans le monde permet l'accès aux données confidentielles dont ils disposent sur leurs clients. Cela entraîne le risque de transfert à la concurrence américaine d'informations extrêmement confidentielles concernant les moyens de production, la recherche et les produits des industriels étrangers. Ces informations, qui sont stockées dans d'immenses bases de données, sont à tout moment disponibles pour une utilisation offensive car Marsh & McLennan et AON, les deux leaders mondiaux du secteur, siègent à la *War Room*.

- Enfin, la Communauté européenne a fait part en 1998 de son inquiétude devant le recours de plus en plus fréquent de Washington à des interceptions des communications (dispositif *Echelon*). Le réseau mondial d'interception de la *National Security Agency (NSA)* est un véritable quadrillage où sont placés sous surveillance électronique continue les émissions de radio, les téléphones, les télex, les fax, les GSM, les communications des services de police, d'Interpol, les ordinateurs et les liaisons satellites du monde entier. Il n'est pas jusqu'au général britannique Michael Rose, commandant en chef de la Forpronu en Bosnie en 1994-1995 qui se soit plaint des ingérences américaines.

Les actions défensives

Parallèlement à ce dispositif offensif, Washington a développé un arsenal législatif répressif, donnant aux autorités américaines les moyens de lutter contre l'expansion économique de leurs concurrents les plus agressifs. La première manifestation en a été l'adoption de la loi *Economic espionage act* de 1996, du sénateur Bill Cohen, dont le but évident est de décourager toute action économique étrangère sur le sol américain. Elle a été prolongée par d'autres initiatives plus médiatisées.

La tactique des embargos

La signature, le 12 mars 1996, par le Président Clinton, de la loi Helms-Burton contre Cuba, puis le 5 août, de la loi D'Amato-Kennedy contre l'Iran et la Libye, sont les illustrations de l'un des nouveaux modes d'action géoéconomique de Washington : la guerre des normes du "politiquement acceptable". La promulgation de ces deux lois paraît, de prime abord, légitime : il s'agit de sanctionner les entreprises qui investissent à Cuba, en Iran et en Libye, trois pays qui menacent les intérêts des Etats-Unis. En réalité, il s'agit bien de la modification unilatérale des règles du commerce international au bénéfice de Washington.

Les partenaires des Etats-Unis ont vite réalisé que le véritable enjeu de ces lois était beaucoup plus économique que diplomatique. En arrière plan de l'alibi antiterroriste se profile une lutte sourde pour la conquête des marchés mondiaux, via la défense des intérêts

nationaux américains. Ces lois, contrairement à ce qu'a pu dire la Maison-Blanche, n'ont aucun rapport avec la lutte contre le terrorisme.

Les Américains supportent mal d'être privés des potentialités de gros pays pétroliers. L'installation des Européens en Libye et en Iran gênent leurs perspectives de développement. D'où la volonté de placer une sorte de "couvercle" préservant l'avenir. Quitte à affronter les Européens - le seul ensemble commercial véritablement concurrent des Etats-Unis - et à accentuer la guerre commerciale qui met aux prises les nations industrielles. Dès 1988, Nicholas Burns, le porte-parole du département d'Etat l'avait explicitement annoncé : *"La compagnie Total a essentiellement pris la place de Conoco et décroché un contrat qui aurait dû être très profitable à Conoco. (...) Nous voulons punir les entreprises qui auront ce genre de comportement à l'avenir"*.

Les sanctions appliquées aux contrevenants sont simples : ceux-ci ne pourront plus avoir accès à certains financements aux Etats-Unis et la participation aux procédures d'appel d'offre des administrations américaines pourra leur être interdites. La loi D'Amato-Kennedy précise que toute entreprise étrangère qui investira plus de 40 millions de dollars par an en Iran et en Libye, sera automatiquement passible de sanctions commerciales ou financières. Les sanctions seront de plusieurs types :

- interdiction totale d'exporter vers les Etats-Unis ;
- interdiction d'être fournisseur de biens ou de services pour le gouvernement fédéral ;
- interdiction de tout prêt d'un montant supérieur à 10 millions de dollars par an de la part d'un investisseur bancaire ou financier américain ;
- interdiction de toute aide de l'Eximbank (organisme public finançant les exportations américaines) ;
- interdiction de toute licence d'exportation de technologie américaine au profit de cette compagnie ;
- interdiction de jouer le rôle - éminemment lucratif - d'intermédiaire financier pour le placement de bons du Trésor américain ou encore, plus généralement, d'être un agent financier de l'Etat fédéral.

L'originalité de cette politique d'embargo ne réside pas seulement dans son caractère extrêmement contraignant, mais dans son champ d'application. En effet, si auparavant un Etat pouvait prendre des mesures d'interdiction de commercer avec un autre Etat, celui-ci ne pouvait appliquer, en principe, ces contraintes qu'à ses propres ressortissants, qui pouvaient, le cas échéant, être sanctionnés en fonction de la législation nationale en vigueur. Les lois Helms-Burton et D'Amato-Kennedy innove sur ce point puisque non seulement elles se déclarent compétentes pour sanctionner des violations du droit américain par des ressortissants étrangers hors du territoire des Etats-Unis, mais elles permettent également à des ressortissants américains, d'assigner en dommages et intérêts, devant un tribunal fédéral, des ressortissants étrangers pour des faits commis hors des Etats-Unis. En d'autres termes, elles donnent à des particuliers la possibilité de participer directement à l'application d'un texte dont l'objet initial est de sanctionner un Etat.

L'objectif majeur de ces lois est bien, en définitive, de créer un maximum de tracasseries afin de freiner les relations de l'Europe avec la Libye, l'Iran, la Birmanie, ou encore l'Irak de Saddam Hussein, dans un souci d'affaiblissement de la concurrence et de récupération des marchés sur le long terme. Cette utilisation du terrorisme comme alibi commercial n'est pas nouvelle. Dès 1984, Washington avait utilisé des dispositions législatives prises pour combler les lacunes existantes face au terrorisme - traitant

respectivement des attentats contre les avions de ligne et des prises d'otages - pour modifier la façon dont les agences fédérales pouvaient tirer parti de la législation internationale, améliorant ainsi les chances d'appréhender les terroristes, où qu'ils soient, pour les traduire devant un tribunal américain. En 1985, le *Foreign Assistance Act* avait donné à la direction générale de l'aviation civile des Etats-Unis le pouvoir d'inspecter des aéroports étrangers et d'émettre des recommandations à l'intention de ceux où les conditions de sécurité minimum n'étaient pas remplies. Enfin, l'*Omnibus Diplomatic Security and Antiterrorism Act* de 1986 avait rendu les agressions et attentats perpétrés à l'encontre des citoyens américains à l'étranger justiciables du droit criminel américain et avait autorisé le recours à l'extradition vers les Etats-Unis, par voie légales ou autre, des terroristes afin de les juger.

L'attitude de Washington viole les principes de base du droit, et notamment les règles de l'OMC. Mais doit-on véritablement s'en étonner ? Les Américains nous ont habitués à cette politique des "grands principes" qui ne vise qu'à défendre leurs intérêts commerciaux et qui sont abolis aussitôt que Washington décide de modifier sa politique.

Le diktat américain des droits de l'homme

En complément des actions juridiques, les Etats-Unis sont parvenu à imposer un diktat sur leur conception des droits de l'homme et de la démocratie. Au terrorisme intellectuel exercé depuis trois quart de siècle par les intellectuels marxistes, se substituent désormais les pressions des "bien pensants" gagnés aux normes définies à Washington. Certes, les Etats-Unis ne sauraient être mis en cause parce qu'ils condamnent des régimes tels que l'Irak, la Libye ou la Birmanie. Cependant, ces dénonciations vont généralement de pair avec le retard de la pénétration américaine sur ces marchés. Ainsi, Washington tire parti de sa position dominante dans la géopolitique et l'économie mondiale, pour définir selon ses critères - essentiellement commerciaux - l'échelle du "politiquement correct" parmi les pays du Tiers-monde ! Un certain nombre d'Etats clients de l'Amérique ne sont jamais inquiétés, malgré les exactions et oppressions auxquelles ils se livrent. C'est en particulier le cas de la Colombie, de la Chine et de divers pays arabes du Golfe. Ce fut longtemps celui de l'Indonésie. Car l'Amérique y bénéficie de contrats importants. La promotion des droits de l'homme n'est en réalité qu'un discours permettant l'exportation de l'*american way of life* et des modes de consommation qui le caractérisent.

La politique de neutralisation de l'Europe par son élargissement

Depuis la chute du mur de Berlin, les Américains ont résolu le défi que leur posait la construction européenne, en prenant le parti de l'appuyer et de l'étendre, avec le soutien des structures de l'OTAN. C'est la mise en pratique d'une technique de judo : utiliser l'impulsion de son adversaire afin de provoquer son déséquilibre. Si l'on est attentif au discours américain, l'Union européenne doit s'élargir vers l'Est afin d'assurer la stabilité du vieux continent et pour y introduire l'économie de marché. L'objectif de Washington est en réalité de promouvoir l'évolution de la Communauté européenne vers une entité lâche, purement économique, de façon à ce que se constitue le marché européen plus vaste possible, avec des membres nombreux, en partie acquis à Washington. Les Etats-Unis n'ont aucun intérêt à voir se constituer une Europe politique forte, capable d'exprimer avec cohérence des choix conformes à ses intérêts propres. Or, l'Union européenne ne peut espérer se doter d'une politique étrangère et de sécurité commune en même temps qu'elle

s'élargit à vingt, peut-être à trente Etats. L'OTAN contribue à cet objectif. L'ajustement des rapports internes au sein de l'Alliance atlantique a toujours été dominé par l'éternelle querelle entre l'idée que se fait l'Amérique des relations transatlantiques et celle de la France. Les Etats-Unis soulignent l'inutilité, voire le danger, de l'autonomie européenne, puisque les objectifs européens et américains sont identiques. La France interprète les réticences de l'Amérique sur l'indépendance militaire de l'Europe comme l'expression de ses penchants hégémoniques.

*

La puissance américaine est aujourd'hui sans concurrence, car elle réunit tous les pouvoirs. Sa force militaire, le dynamisme de son économie et sa maîtrise des technologies avancées de la communication lui permettent de surveiller, d'influer et d'intervenir partout sur la planète. Aujourd'hui rien ne peut se faire dans le monde sans un accord ou une participation des Etats-Unis. Certains Américains considèrent même que c'est au XXI^e siècle, et non au XX^e, que les Etats-Unis seront au faite de leur prééminence. Cette suprématie américaine n'est pas imméritée. Elle est due à la mentalité dynamique et entreprenante héritée des pionniers de la conquête de l'Ouest, qui ont légué comme éléments culturels, la hardiesse, la capacité de s'élever au-dessus de la quiétude quotidienne et le sens d'avoir une mission à accomplir dans l'univers. Leurs descendants ont su construire un Etat libre et dynamique dont le succès mérite le respect.

Mais les Etats-Unis se posent désormais comme les responsables du destin de l'Humanité et cherchent à façonner le monde à leur image. Sous couvert de mondialisation, ils veulent propager à l'ensemble de la planète leur propre modèle de société. Mais en réalité, c'est une véritable guerre économique et culturelle que l'Amérique est en train de livrer à ses partenaires, car il lui faut trouver des débouchés pour son économie et son industrie. Les dirigeants Américains croient conduire une politique bienveillante - les valeurs américaines étant universelles - et se considèrent comme la première superpuissance "non impérialiste". Mais ce pouvoir qui n'est responsable devant personne risque de provoquer des déséquilibres dangereux pour l'ordre international et de sérieux chocs en retour.

Unique superpuissance militaire, économique et financière de cette fin de siècle, les Etats-Unis, faute de *sparring partner* à leur échelle leur rappelant le sens des réalités et de la mesure, sont de plus en plus engagés dans une logique dominatrice s'exerçant au détriment des intérêts d'autres nations. Aujourd'hui, ce phénomène ne cesse de s'amplifier avec la lutte contre le terrorisme islamique dans laquelle Washington s'est engagé avec une détermination implacable. Les Européens ne paraissent pas percevoir que les Etats-Unis sont véritablement entrés en guerre. Que celle-ci soit légitime et indispensable ne fait aucun doute. A ce titre, tous ceux qui défendent les valeurs démocratiques doivent s'y engager. Cependant, certaines de ses modalités - notamment

l'inéluctable intervention en Irak – ne concernent que les intérêts américains et peuvent nuire à ceux de l'Europe. Il ne s'agit pas de l'oublier. Dans l'ombre de la traque d'*Al-Qaeda*, les opérations d'expansion économique américaines se poursuivent sur tous les marchés et dans tous les secteurs économiques. Elles s'accompagnent d'un nouveau terrorisme intellectuel qui accuse d'antiaméricanisme primaire ceux qui cherchent à rappeler cette vérité.

Eric Denécé